



Après avoir piloté tous les projets à scandale financiers du pays ces cinq dernières années dans les « Task forces » logées à Etoudi, les vrais destinataires de la mise en garde de Paul Biya le 31 décembre 2022, tentent de distraire l'opinion et dissuader le Chef de l'Etat en arrosant la presse à coup de millions.

Alors que la CANGate, le Covidgate et l'Olembegate s'apprêtent à livrer les auteurs et leur commanditaire à la justice, le Patron du Groupe l'Anecdote semble avoir été choisi comme agneau du sacrifice et offert en holocauste via une cabale médiatico-dissuasive qui cache mal la panique qui habite ces futurs clients de l'Opération Epervier. La cabale dissuasive est orchestrée par les véritables prévaricateurs de la fortune publique qui sont soit auteurs, soit complices de corruption et de détournements des deniers publics. Des deniers publics grâce auxquels ils achètent la presse à coup de millions pour présenter Jean Pierre Amougou Belinga comme celui qui aurait agressé les caisses de l'Etat, détourné l'argent de la construction des routes, barrages, les stades Japoma et Olembé et empêché les fonds destinés à la lutte contre le Coronavirus au Cameroun.

En fait, ça panique de plus belle depuis le discours de fin d'année du Président de la République le 31 décembre 2022. Et s'il y a panique à bord, c'est justement parce que d'aucuns se sentent concernés par la énième mise en garde du Paul Biya à l'endroit de « tous ceux qui se rendent coupables de malversations financières ou d'enrichissement illicite » et qui

« assumeront les conséquences devant les juridictions compétentes » tel qu'il prévenait déjà en décembre 2021. Le Chef de l'Etat n'a pourtant cité personne nommément et le Journal L'Information Hebdo en fera autant même si à travers leurs agitations et de par le rôle qu'ils ont joué dans la perte de plusieurs milliards de Fcfa du trésor public camerounais depuis ces dernières années. Parlant d'agitation, il à observer la cabale ourdie par voie de médias depuis un moment contre certaines personnalités, notamment l'homme d'affaire Jean Pierre Amougou Belinga, Président Directeur Général du Groupe l'Anecdote. La Stratégie adoptée consiste à tromper l'opinion publique, orienter la justice vers de faux coupables et dissuader le président qui semble déterminé à mettre hors d'état de nuire les prévaricateurs de la fortune publique.

Selon une certaine opinion, « ceux qui pillent les caisses de l'Etat sont ceux qui ont des ambitions pouvoiristes et vivent déjà dans « l'après Biya ». Ils ont donc intérêt à ce que Paul Biya échoue et le peuple exténué se soulève pour crier son ras-le-bol ». Une opinion qui semble crédible lors qu'on observe le niveau et la vitesse de prévarication grâce auxquels plusieurs projets à impact direct sur la population ont échoué. Jusqu'ici le patron de vision 4 n'a pas encore du moins officiellement manifester des vellétés pouvoiristes et même presque politique. Difficile donc même la volonté y était, de le classer dans cette catégorie de pillers. Qu'on se le dise. La cabale médiatique lancée depuis le début cette année contre le patron du groupe média n'est pas anodine et le portrait-robot des artificiers et du commanditaire en chef sont clairs.

A la manœuvre de l'arrosage d'une certaine presse on peut reconnaître la griffe de certains fonctionnaires de l'état officiant dans le domaine de la fiscalité. A côté des accusations de vraie ou fausse fraude fiscales, le principal argument servi aux journalistes achetés en guise de plat de résistance, « le paiement des prestations d'Amougou Belinga via les chapitres budgétaires 57, 65 et 94 ». Un motif suffisant selon les artificiers : des arguments qui ne peuvent être avancés que des personnes qui maîtrisent tout à peu près le fonctionnement du budget et des impôts. Derrière ces personnes dont plus d'un ont les noms cités en justice dans des affaires de corruption dont parlait le Président de la République le 31 décembre dernier se cache un gourou qui a intérêt à distraire le Chef de l'Etat car étant impliqué selon des sources judiciaires dans plusieurs gros scandales dont les enquêtes sont en cours au Cameroun. Lui c'est le potentiel successeur autoproclamé de Paul Biya selon une certaine opinion, Vice-président d'après le journal Jeune Afrique et Vice Dieu pour le Journal satirique Le Popoli. Malgré tous ces niveaux d'importance qui lui sont attribué à tort ou à raison, Paul Biya a été clair « ...tous ceux qui s'enrichissent illicitement, en spoliant l'Etat, à quelque niveau que ce soit, vont rendre des comptes ».

A qui s'adressait Paul Biya ?

C'est la question que les moins attentifs ou vigilants se poserait après avoir écouté le Président marteler les promesses de reddition de compte. Mais la réponse se trouve dans la gestion scandaleuse de de l'argent de plusieurs initiatives et projets présidentiels qui ont eu pour seul réussite de bénéficier du suffixe « Gate » dans leurs appellations, CANgate, Covidgate et Olembegate pour

ne citer ceux-là, ont pour dénominateur commun un même patron de la « Task force » qui les pilotait du côté de la Présidence de la République. Que ce soit pour le scandale de détournement des fonds qui a coûté au Cameroun sa Can en 2019, pour la disparition des 180 milliards alloués à la lutte contre la pandémie à Corona virus ou pour les travaux du stade d'Olembe que l'entreprise Magil vient d'abandonner, les hauts responsables et très proches collaborateurs du Président de la République sont cités comme ordonnateurs dans la gestion financière.

Ils sont donc les principaux concernés par les déclarations de Paul Biya, leurs complices » tapis dans le gouvernement n'interviennent que comme « Co-auteurs » pour emprunter au jargon judiciaire. Il n'est donc point question de distraire l'opinion en citant au quotidien le nom d'un homme d'affaires qui gère justement ses affaires privées. Le Président ne s'adressait pas à Amougou Belinga. Personne n'est dupe. Il n'a été cité dans aucun rapport de la chambre des comptes de la Cour Suprême, Il n'a ni gagné ; ni attribué les marchés relatifs aux infrastructures de la Can 2019 reportée en 2022 ; Il n'est ni membre ni à la tête des Task Force qui ont géré les fonds Covid ou la construction du Stade d'Olembe.

Le Covidgate et ses origines à la présidence de la république

C'est un rapport de la Chambres des Comptes ayant fuité sur les réseaux sociaux qui est venu confirmer les nombreuses rumeurs décrites des manœuvres à forte odeur de scandale financier. Il y était révélé des dépassements de budget, des évasions des fonds et des prestataires douteux entre autres. Le rapport révélait que des commandes et prestations fictives ont été enregistrées pour un montant équivalent à près de 134 millions de francs CFA. On constate que les critères de sélection des prestataires se sont avérés opaques. Aussi, les auditeurs ont jugé floues les conditions d'attributions des marchés. Toutes choses qui auraient conduit à la contractualisation de prestataires aux états de services douteux.

Le ministère de la Recherche et de l'Innovation, avait annoncé qu'il avait la capacité de produire localement cinq millions de comprimés de chloroquine et cinq millions autres d'érythromycine, il s'avère que cette activité budgétisée à plus de 4 milliards de francs CFA a été exécutée par un fabricant indien, contrairement aux prescriptions du président de la République. Les comprimés fabriqués en Inde, ont malhonnêtement été conditionnés dès leur réception au Cameroun. Au final, ce rapport dont les camerounais espèrent voir les responsables des griefs qui y sont contenus rendre gorge, porte sur un montant global de 180 milliards de francs CFA.

Les auditions de l'enquête ordonnée par Paul Biya révèlent que les différents gestionnaires de ces fonds l'ont fait sous les ordres du patron de la Task Force à la Présidence, un mandat dont l'existence a circulé sur la toile il y a quelque temps, tend à confirmer le Covidgate peut avoir été conçu à Etoudi.

Le complexe sportif d'Olembe reste inachevé

Comment partir du Complexe dont la construction à hauteur de 163 milliards de FCFA avait été au centre des négociations entre le Cameroun et ses partenaires financiers au départ et le seul

stade dans le Président de la République a été contraint de présider les cérémonies d'ouverture et de clôture de la 33e édition de la Coupe d'Afrique des Nations. A ce jour, ni la piscine olympique, ni le centre commercial encore moins l'hôtel 5 étoiles ne sont visibles dans cette infrastructure qui devrait porter le nom de Paul Biya. On ne parle plus de gymnase, de terrains de tennis, handball et basket-ball, de musée et de salle de cinéma. Au contraire le chantier vient d'être abandonné. L'entreprise canadienne Magil, chargée d'achever les travaux du Complexe est partie. L'information est contenue dans une correspondance adressée par le ministre des Sports au secrétaire général des services du Premier ministre. L'entreprise chargée d'assurer la finalisation des travaux a décidé de mettre un terme unilatéralement au contrat qui la liait à l'Etat du Cameroun.

Bien plus, Magil Construction serait prête à porter l'affaire devant en arbitrage international à partir du 5 janvier 2023. « En même temps, l'entreprise nous fait savoir qu'elle sollicitera le paiement immédiat de la somme de 10% de la valeur du marché » et « demandera d'autres compensations financières », écrit le ministre Mouelle Kombi. De son côté, Magil souligne avoir abandonné le chantier pour « pour factures impayées ». Un scandale dans un autre ! C'est donc aussi dans cette autre affaire qu'il importe de trouver les destinataires de la mise en garde présidentielle du 31 décembre dernier et non ailleurs comme veulent le laisser percevoir les commanditaires des articles à gage dans certains journaux.

Les camerounais restent lucides et savent de quel côté se trouve les véritables prévaricateurs. C'est le cas de Jean Robert Wafo, militant du SDF pour qui « Le scandale du complexe sportif d'Olembe avec la nouvelle affaire MAGIL est la preuve par neuf de ce que certains de nos dirigeants sont en affrontement permanent avec l'argent du contribuable camerounais dans la perspective du Grand Soir qui sera manifestement violent et brutal, si rien n'est fait dans l'urgence pour neutraliser ces différents cartels qui s'y préparent activement. »

L'Information Hebdo
